

## **Règlement de la Consultation**

**Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services**












### **Restauration Collective**

**Centre de Recherche des Antilles-Guyane  
Domaine de Duclos - Prise d'eau  
97170 PETIT-BOURG**

**Appel d'offres ouvert**

**En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.**

**La date limite de remise des offres :  
Vendredi 30 mai 2025 à 18h00  
(Heure de Guadeloupe)**

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Services</p> <p><u>Objet</u> : Restauration Collective</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - Centre de Recherche Antilles Guyane</p> <p>Domaine Duclos</p> <p>Prise d'eau</p> <p>97170 - PETIT BOURG</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à le marché : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise">https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>La consultation comporte une ou plusieurs variantes autorisées.</p> <p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.</p> <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 55510000-8 : Services de cantine</p>

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet de la consultation .....	4
1.2. Codes CPV .....	4
1.3. Durée .....	5
ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	6
1.4. Procédure de passation .....	6
1.5. Allotissement .....	6
1.6. Renseignements complémentaires .....	6
1.7. Visite de site.....	6
ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	6
1.8. Dossier de candidature .....	6
1.9. Sous-traitance .....	7
1.10. Groupements d'opérateurs économiques.....	8
ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE .....	8
1.11. Présentation du dossier d'offre .....	8
1.12. Variantes.....	9
1.13. Prestations supplémentaires éventuelles .....	9
1.14. Délai de validité.....	9
ARTICLE 6 - CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE .....	9
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....	10
ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	11
ARTICLE 9 - LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	12
ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE	13

# Article 1 - Dispositions générales

## 1.1. Objet de la consultation

**Objet des services :** Restauration Collective.

Ce marché a pour but, le renouvellement de la prestation suivante : Restauration Collective

INRAE a confié la gestion de son espace restauration à un prestataire extérieur depuis plusieurs années.

Les axes suivants sont majeurs pour le site :

- La qualité des produits, leur approvisionnement et leur transformation pour proposer aux usagers des repas sains, équilibrés et respectueux de l'environnement. (Loi Egalim, développement durable)
- La minimisation du gaspillage alimentaire (réduction des déchets), l'objectif zéro plastique
- Le respect des contraintes budgétaires
- La qualité des conditions de travail de l'équipe cuisine
- La communication auprès des usagers sur la qualité et provenance des produits servis
- La satisfaction des usagers

Le Titulaire sera responsable de la gestion et de l'exploitation du service sur place avec les installations de restauration existantes : locaux et matériels.

Le Titulaire assurera en prestation principale :

- l'approvisionnement en denrées ;
- l'entreposage des denrées dans les resserres existantes ;
- la préparation des repas ;
- la préparation et l'animation des repas à thème ;
- la distribution et le service des repas aux usagers en salle ;
- l'affectation de personnel à l'exécution du marché ;
- la vente de boissons froides et chaudes au moment des repas ;
- l'entretien courant de la cuisine, du matériel, des resserres et du couloir d'entrée ;
- l'entretien des espaces collectifs ;
- la gestion des inscriptions hors outils de réservation ;
- la vente des repas ;
- la facturation et le recouvrement des tarifs de restauration, la production des statistiques demandées,
- la gestion des déchets produits sur site.

Il pourra de plus, assurer des prestations complémentaires non exclusives sur demande :

- la préparation et le service lors de réceptions exceptionnelles (buffet, cocktail, pause-café, petit-déjeuner, repas de groupe...).

**Lieux de prestation du service :** INRAE - Domaine Duclos, Domaine Duclos, Prise d'eau, 97170 PETIT BOURG

## 1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 55510000-8 - Services de cantine

### 1.3. Durée

#### Durée :

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début du marché est prévue le 1<sup>er</sup> Septembre 2025 ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1<sup>er</sup> Septembre 2025.

La date de fin prévisionnelle du marché est prévue le 31 Août 2026.

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

#### Délai d'exécution :

#### Reconduction :

Le marché est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois.
- Reconduction 2 : 12 mois.
- Reconduction 3 : 12 mois. (au 31 Août 2029)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

#### **Prestations similaires :**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

## Article 2 - Dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 0 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## Article 3 - Conditions de la consultation

### 1.4. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, le marché mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

### 1.5. Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir le marché initial pour les raisons suivantes :

La dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### 1.6. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### 1.7. Visite de site

La visite de site est optionnelle.

Si une visite est effectuée, le soumissionnaire devra joindre l'attestation en annexe correctement complétée à son offre.

## Article 4 - Présentation de la candidature

### 1.8. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

### 1.9. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

#### **1.10. Groupements d'opérateurs économiques**

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## **Article 5 - Présentation de l'offre**

#### **1.11. Présentation du dossier d'offre**

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte



	d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire mensuel
3	Le relevé d'identité bancaire
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

### 1.12. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire est autorisée :  
Le maître d'œuvre se réserve le droit de ne pas prendre en compte la variante

Aucune variante exigée ou facultative n'est prévue.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.

### 1.13. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

### 1.14. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

## Article 6 - Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	50
	<i>Moyens mis en place pour répondre au service</i> <i>Qualité des éléments permettant de produire le service</i>	
1.1	Organisation du candidat / Moyens logistiques de l'entreprise	20
	<i>Organisation mise en place par le candidat pour la réalisation de la prestation de service</i>	
1.2	Qualité des produits alimentaires et des menus	30
	<i>Respect des prescriptions du CCTP :</i> <i>- poisson et viande frais au moins une fois par mois</i> <i>- dessert maison au moins une fois par mois</i> <i>- respect de l'offre des repas</i> <i>- respect diversification des types de plats (dont repas à thème)</i>	
2	Prix des prestations	30
	<i>Analyse du prix apprécié</i> <i>Note attribuée = base notation x (prix offre moins disante / prix offre notée)</i>	
3	Développement Durable	20

3.1	Volet Environnemental	15
	<i>L'appréciation portera, selon les éléments communiqués par le candidat dans le cadre de son mémoire technique, sur ses engagements favorables au développement durable pour l'exécution des prestations :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le respect de la loi EGALIM</li> <li>- Dans le respect de la saisonnalité</li> <li>- Dans le cadre de la gestion et de la réduction des déchets</li> <li>- Utilisation de fournitures de tables en matières recyclé et recyclable (conditionnement vente à emporter et prestations exceptionnelles) ;</li> <li>- Dans la gestion des biodéchets et des huiles alimentaires usagées</li> </ul> <i>L'appréciation portera également sur ses engagements détaillés en faveur du recours à des circuits courts de distributions (liens directs avec les éleveurs, agriculteurs...).</i>	
3.2	Volet Social	5
	Parcours de Formation mis en place	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE). Il est à noter que les prix indiqués dans le DQE devront être rigoureusement identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU). Si des discordances étaient constatées, l'acheteur pourra rejeter l'offre du candidat.

## Article 7 - Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),

- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **Copie de sauvegarde**

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## **Article 8 - Attribution du marché**

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## Article 9 - Litiges et différends

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Basse Terre

Tél. : 05 90 38 49 00

Fax :

Email : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Basse Terre

Tél. : 05 90 38 49 00

Fax :

Email : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Petit-Bourg, le 28 Avril 2025

Le représentant du pouvoir adjudicateur

## ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE

---

**Dossier : 2025C41\_Restauration collective**

Objet : Restauration Collective

**Procédure : appel d'offres ouvert**

Je soussigné : .....

représentant Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement -  
Centre de Recherche Antilles Guyane

atteste que : .....

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le ....., afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de  
remettre son offre pour le présent accord-cadre.

Signatures :

Pour le soumissionnaire, Pour Institut national de recherche pour l'agriculture,  
l'alimentation et l'environnement - Centre de Recherche Antilles Guyane,

**Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.**